

L'Humanité Rouge



jeudi
25 mars 1976

No 456

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE.

CHEMINOTS : LA MOBILISATION



EXTENSION DU MOUVEMENT SUR DES BASES DE LUTTE DE CLASSE

Il semble clair maintenant que les cheminots ne se sont pas laissés démobiliser par les pseudo « actions » de décembre à mars.

Les grévistes de 24 heures ont fait leur temps : — à Sotteville, la grève est reconductible, avec occupation des locaux, ainsi qu'à la gare de Rouen. Tandis qu'au Havre c'est l'occupation du dépôt.

— A 12 heures le mardi 23, la grève a été décidée au dépôt de St-Lazare ; à Mantes, Achères, Paris-Austerlitz (agents de conduite — ADC).

— A Montparnasse, Marseille, Tours, Lens, Caen, Lille (ADC), Avignon, Pantin et entretien d'Ourcq, Lyon-Vénissieux (tous services), Paris-Sud-Ouest, Dieppe, Invalides.

— Appel CGT et CFDT des régions de Nantes, Rennes et Paris-Nord (tous services).

Aujourd'hui et demain dans tous les dépôts et toutes les gares vont se tenir des assemblées où les cheminots décideront l'action. Il est possible que la grève s'étende dans tous les dépôts. Le seul mot d'ordre

juste actuellement c'est : **TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !**

Partout les cheminots doivent se réunir en assemblées générales, former des comités de grève, organiser des piquets de grève massifs et occuper les locaux.

Que se passe-t-il du côté des syndicats ?

En octobre 75 la CGT et la CFDT lançaient un manifeste-pétition qui devait recueillir environ 140 000 signatures (sur 280 000 cheminots).

Les revendications :

— pas de salaire mensuel net inférieur à 1 700 F.

— progression régulière d'un niveau à l'autre permettant un écart significatif entre le point de départ de chaque niveau pour payer la qualification et les responsabilités.

— suppression des zones de salaires.

— dans l'immédiat, versement à tous les cheminots sous forme d'acompte mensuel comptant pour la retraite et pour le calcul du minimum de pension, d'une somme correspondant à la valeur de 35 points soit environ 400 F à valoir sur les résultats de la négociation.

— création d'emplois pour améliorer les conditions

de travail, la sécurité du personnel et la qualité du service. Compensation, en temps, du travail de nuit.

— respect et élargissement des libertés syndicales.

Dans le texte du manifeste il était indiqué : « En cas de refus, ils se déclarent prêts à manifester leur volonté de faire aboutir ces revendications par des actions de grève au plan

national. »

Ainsi la CGT entraînant la CFDT dans la tactique de « harcèlement » en vigueur depuis de nombreuses années et tout particulièrement depuis juin 71 où s'était déroulée une grève combattive d'une semaine à 10 jours que la direction de la fédération CGT avait sabordée.

(Suite page 4)

Palestine

L'OCCUPANT S'AFFOLE

Tandis qu'au Conseil de Sécurité de l'ONU, l'État sioniste d'Israël continue d'être au banc des accusés, dans les territoires occupés, à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, la population

est plus révoltée que jamais par l'occupation sioniste : la mort du jeune garçon blessé mercredi dernier par un sioniste porte l'indignation à son comble.

Les autorités sionistes semblent bien d'ailleurs être affolées à l'idée que l'enterrement du jeune martyr de la Révolution palestinienne pourrait bien se transformer en puissante manifestation contre l'occupation fasciste. C'est ainsi que les sionistes bloquent les accès du village d'Abou Dis où doit se dérouler l'enterrement : ils repoussent ainsi tous les véhicules qui se présentent à l'entrée du village y compris d'ailleurs, d'après l'AFP, ceux des équipes de télévision locale et étrangères.

ONU

PROJET DE RÉSOLUTION SUR JÉRUSALEM

« Le Conseil de sécurité :
1) condamne le manquement d'Israël à mettre fin aux actes et politiques tendant à modifier le statut de Jérusalem et à annuler les mesures déjà prises à cet effet.

2) demande à Israël, en attendant que prenne fin rapidement son occupation illégale, de cesser immédiatement toutes les mesures de répression contre les habitants arabes des territoires occupés.

3) demande à Israël de respecter et de maintenir l'inviolabilité des lieux saints se trouvant sous son occupation, de renoncer à exproprier des terres arabes ou à empiéter sur elles, de renoncer à établir des colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés, de renoncer à tous autres actes et politiques destinés à modifier le statut juridique de Jérusalem et d'annuler les mesures déjà prises à cet effet.

4) décide de maintenir la situation sous une constante attention en vue de se réunir à nouveau si les circonstances l'exigent. »

Argentine

Coup d'Etat

Alors que depuis 48 heures on parle avec insistance d'un coup d'Etat militaire en préparation, les choses se seraient précipitées dans la nuit de mardi à mercredi. On signalait des mouvements de troupes autour de Buenos Aires pour faire pression sur la présidente Peron.

Mardi soir, les communications téléphoniques avec le siège du gouvernement argentin ont été coupées pendant que 70 chars de l'armée appartenant à une unité stationnée à 25 km de Buenos Aires faisaient mouvement vers la capitale. Enfin depuis deux heures du matin mercredi, un hélicoptère de l'Armée de terre survole le palais présidentiel.

Le Parti justicialiste a appelé tous les péronistes d'Argentine à défendre éventuellement Maria-Estela Peron.

La situation extrêmement troublée de l'Argentine reflète la lutte qui se livre là comme au Liban pour le contrôle d'une position importante. « Guerilla » trotskyste prosoviétique d'un côté, éléments pro-américains de l'autre s'affrontent : pendant les 7 derniers jours on a compté près de 58 morts.

Jusqu'à présent pourtant la présidente Peron a cherché à maintenir une ligne d'indépendance nationale.

LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE CELEBRE LES ENSEIGNEMENTS IMMORTELS DE LA COMMUNE DE PARIS

Dans un éditorial publié sous le titre « Les Enseignements de la Commune de Paris sont immortels », l'organe central du Parti du Travail d'Albanie écrit notamment :

« ... La vie a entièrement vérifié la grande valeur universelle des enseignements de la Commune, que tous les marxistes-léninistes du monde ont traduits en actes et s'emploient à mener jusqu'au bout. Les renégats révisionnistes khrouchtchéviens, ennemis jurés du marxisme-léninisme, de la dictature du prolétariat, du communisme, ont trahi ces enseignements, restaurant dans leurs pays la dictature de la bourgeoisie, l'ordre capitaliste. Dans le congrès qu'ils viennent de tenir, justement dans le Paris des Communistes glorieux, les révisionnistes français avec Marchais à leur tête, conséquents dans leur trahison, ont rejeté et foulé aux pieds eux-aussi le drapeau de la Commune, pro-

clamant publiquement qu'ils renoncent à l'idée de la dictature du prolétariat... »

« Le danger de voir la démocratie prolétarienne dégénérer en son contraire, dont Engels parlait il y a un siècle en parlant de l'expérience de la Commune de Paris, s'est révélé en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes. En Union soviétique, et suivant son exemple, dans les autres pays révisionnistes, comme l'a dit le camarade Enver Hodja, on a vu se créer graduellement "une aristocratie ouvrière de cadres bureaucratiques, de privilégiés détachés du peuple et de sa vie, qui n'avaient pas le sentiment de classe et de la lutte de classe et qui s'inspiraient de l'idéologie bourgeoise et du mode de vie bourgeois. Cette couche, composée essentiellement de cadres du parti et de l'État, de l'économie et de l'intelligentsia devient la base sociale du révisionnisme". »

(suite page 2)



Palestine occupée

PREPARATION DE LA GREVE GENERALE

Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP vient de souligner que les manifestations massives en Cisjordanie occupée démontraient la fermeté et la détermination du peuple palestinien de libérer tout le territoire palestinien, au prix des plus durs sacrifices.

«Le 30 mars, a-t-il annoncé, sera témoin d'une grève générale sur notre terre occupée, en signe de protestation contre l'occupation de la terre arabe par les sionistes ennemis. Nous demandons aux peuples du monde de soutenir le peuple palestinien dans sa lutte contre l'occupation du sionisme israélien.»

«Notre peuple, a-t-il ajouté, est déterminé à ne jamais se soumettre aux intrigues impérialistes et sionistes visant à liquider son existence et à supprimer ses droits nationaux inaliénables, et en particulier son droit à la libération, au rapatriement, à l'autodétermination et à établir un état national indépendant.»

Il a réaffirmé que le peuple palestinien est bien résolu à mener jusqu'au bout sa lutte et à intensifier la résistance à l'intérieur comme à l'extérieur de la Palestine occupée jusqu'à ce que tous ses objectifs soient réalisés.

TIRANA : LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE CELEBRE LES ENSEIGNEMENTS IMMORTELS DE LA COMMUNE DE PARIS

Suite de la page une.

Le mérite du Parti du travail d'Albanie, écrit plus loin le «Zeri i popullit», réside dans le fait qu'en partant des enseignements du marxisme-léninisme, qui synthétisent l'expérience historique de la lutte de la classe ouvrière mondiale, ainsi que de l'expérience acquise dans l'édification socialiste de notre pays et en tenant compte aussi de l'expérience négative de l'Union soviétique et des autres pays où les cliques révisionnistes sont au pouvoir, il a combattu et combat fermement pour renforcer la dictature du prolétariat, barrant la voie à tout ce qui peut apporter tant soit peu son affaiblissement.

Notre parti a assuré dans la pratique à la classe ouvrière le droit d'exercer un contrôle entier et permanent, sans limitations et sans faiblesse sur l'administration d'Etat, le droit non seulement d'élire les dirigeants, mais encore de les révoquer lorsqu'ils ne justifient pas la confiance du peuple. D'une importance extraordinaire est dans ce sens le contrôle ouvrier et paysan direct, qui constitue une arme très puissante pour sauvegarder et consolider la dictature du prolétariat.

Et «Zeri i popullit» conclut :

L'expérience de la Commune de Paris a été pendant plus d'un siècle et demeurera un grand exemple d'inspiration pour le prolétariat mondial et son avant-garde. Les enseignements de la Commune serviront de boussole dans la lutte longue et difficile pour renverser l'impérialisme, écraser le révisionnisme et le social-impérialisme et édifier la nouvelle société communiste.

Le Cambodge démocratique avance à pas de géant

Périodiquement la grande presse bourgeoise se fait l'écho d'odieuses calomnies colportées sur le Cambodge qui, par ses propres forces, a vaincu l'impérialisme US et la réaction intérieure. La presse révisionniste, elle, brille par son silence.

Cela n'empêche pas le jeune Cambodge d'aller de l'avant. Les premières élections du pays depuis l'indépendance ont connu une très forte participation (98 %), désignant des délégués ouvriers, paysans, soldats, issus du peuple. De gigantesques travaux d'irrigation sont entrepris dans l'enthousiasme par les paysans, transformant peu à peu la physiologie du pays.

C'est cet élan révolutionnaire qui soulève tout le Cambodge que décrit un récent reportage d'un journaliste chinois dont nous publions ci-dessous les principaux extraits :

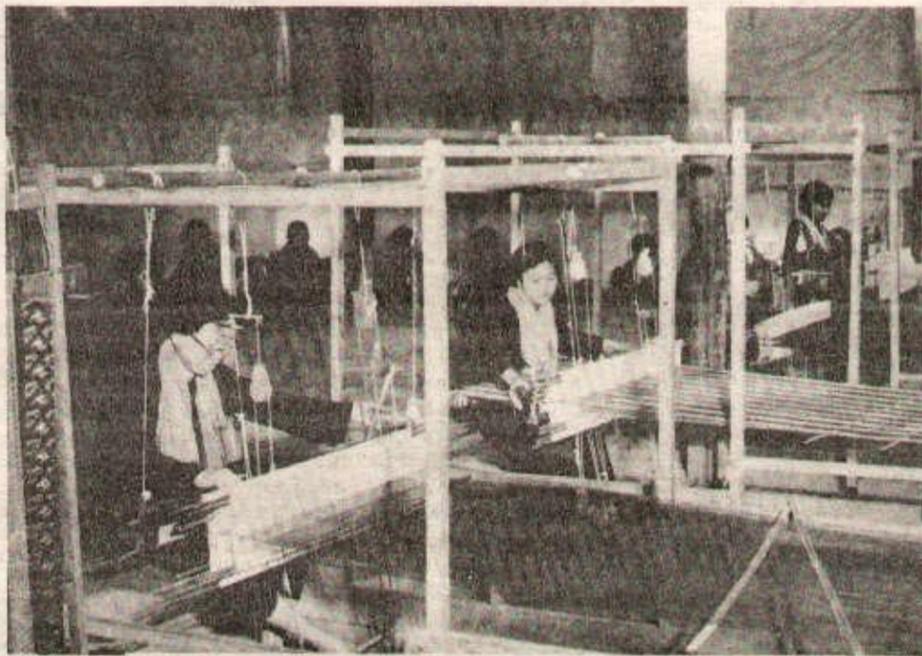
Au Cambodge, début mars, c'est la saison où s'épanouissent les fleurs subtropicales et c'est aussi à ce moment que la délégation économique et commerciale du gouvernement chinois, éprouvant une profonde affection révolutionnaire envers le peuple cambodgien frère, est venue, sur invitation du gouvernement du Kampuchea démocratique, visiter ce pays héroïque...

Le peuple cambodgien, le fusil dans une main et la

ériger des diguettes, creuser des canaux, construire des réservoirs et défricher des terres incultes. Dans les endroits où manquent les bêtes de somme, les paysans tiraient eux-mêmes des voitures pour transporter des engrais et d'autres choses. Ils ont fabriqué des instruments aratoires à partir de la ferraille ramassée aux champs de bataille d'autrefois. Les écoliers, de leur côté, accumulaient aussi des engrais...

ne de machines agricoles est en construction pour soutenir l'agriculture. Les deux principales lignes ferroviaires et les routes sont ouvertes au trafic. Des gares détruites par l'ennemi ont été reconstruites ou réparées.

Le peuple cambodgien et ses forces armées font preuve d'un admirable esprit désintéressé dans leur construction du pays. La vie culturelle du peuple cambodgien a changé d'aspect.



pioche dans l'autre, a adhéré fermement au principe d'indépendance et d'autonomie ainsi que de confiance en ses propres forces et a développé l'esprit révolutionnaire intrépide du temps de guerre.

Au lendemain de la libération de l'ensemble du Cambodge, le régime révolutionnaire a pris une série de mesures efficaces pour déclencher un mouvement de coopération agricole afin de redresser et développer la production agricole. Coopératives et groupes de solidarité pour l'intensification de la production ont été formés par les paysans organisés et bon nombre de cadres sont allés à la campagne pour la production agricole. Dans tout le pays se déroule actuellement une campagne pour les constructions hydrauliques et infrastructures des champs. Durant notre séjour au Cambodge, nous avons vu des milliers et des milliers de paysans

L'unique récolte de riz dans le passé a fait place aujourd'hui à la double récolte dans de nombreuses régions. La superficie des rizières a dépassé celle d'avant la libération et le rendement unitaire a aussi augmenté. Le pays non seulement se suffit en céréales mais aussi en possède un surplus. C'est vraiment une réalisation remarquable.

De nombreuses usines ont été détruites dans les jours de guerre. Tous les chemins de fer dans le pays ont été paralysés et les routes No 1 à 7 gravement endommagées. Mais le peuple cambodgien trempé dans les flammes de la guerre a surmonté toutes les difficultés. Maintenant à Phnom-Penh les usines textiles, fonderies de fer, et cimenteries, sont entrées en fonctionnement. Et d'autres usines telles que sucreries, usines de sacs, fabriques de porcelaine et briqueteries entreront bientôt en production. Une usi-

Une situation prospère prévaut aujourd'hui partout au Cambodge. Le peuple cambodgien, animé d'un esprit de lutte révolutionnaire, s'avance à pas de géant sur la voie de la révolution et de la construction.

THAILANDE : DÉBUT DE L'ÉVACUATION AMÉRICAINE

C'est après l'échec de longues discussions que les États-Unis ont accepté samedi de rappeler dans les quatre mois tout leur personnel militaire, plus de quatre mille hommes, et de démanteler leurs installations techniques en Thaïlande.

Certaines unités devraient être rapatriées dès la semaine prochaine. Ainsi se termine une période de 26 années de domination américaine sur la Thaïlande, comptant, à certains moments, plus de 50 000 hommes.

nouvelles du monde

POLOGNE : DES ÉLECTIONS REVELATRICES

Des élections législatives viennent de se dérouler en Pologne. On peut déceler, à l'examen de leur résultat, que la cote des dirigeants polonais n'est guère fameuse. Étant donné le système de la liste unique le mécontentement du peuple polonais ne peut se manifester que par le refus de vote ou la suppression de certains noms sur les listes. Sur l'ensemble du scrutin, le nombre des bulletins nuls a triplé par rapport aux élections précédentes et dans une quarantaine de circonscriptions sur 71, le candidat du parti proposé en tête de liste se retrouve élu en queue de liste. C'est la mésaventure qui est arrivée à pratiquement tous les membres du secrétariat du Comité central du parti révisionniste et à bon nombre de membres du Bureau politique, dont le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Intérieur et celui de la Culture !

URSS : LE MAUVAIS TEMPS A BON DOS

«La République soviétique de Géorgie a connu un hiver très défavorable aux cultures» apprend-on par un discours du premier secrétaire du PCUS de Géorgie. Cet «hiver rude» serait, selon lui, à l'origine de mauvaises récoltes futures de vin et de légumes et de «difficultés» pour la récolte de choux et de pommes de terre.

Une fois de plus la météorologie a bon dos pour justifier les désastres de l'agriculture soviétique. La raison principale des pénuries alimentaires qui frapperont encore plus lourdement le peuple soviétique tient plutôt dans la formidable militarisation de l'économie et son fonctionnement capitaliste : la majeure partie des récoltes de légumes se fait sur des lopins individuels qui vont alimenter le marché libre de nombreuses villes. Malgré des conditions naturelles très favorables, la Géorgie ne récolte pas assez de raisin par rapport à ses besoins et doit importer du vin d'Algérie.

USA : DURCISSEMENT A L'ÉGARD DE L'URSS

Kissinger, qui hier encore se faisait le champion de la «détente», vient de prononcer un discours très «musclé» mettant en garde Cuba et l'URSS contre toute répétition de leur intervention en Angola. Il s'est déclaré «partisan d'une Amérique forte et d'une défense forte comme fondement d'une politique étrangère forte». Il a également affirmé que «les USA ne toléreront pas de nouvelles interventions cubaines à l'étranger.»

De son côté le Sénat américain a repoussé une résolution demandant «qu'aucun effort ne soit épargné pour améliorer les relations avec l'URSS».

Ces faits témoignent d'un raidissement des positions de l'impérialisme US devant l'agressivité croissante de son rival soviétique.



L'ACTION DES CHEMINOTS VUE PAR L'HUMANITÉ

L'organe central du PCF titrait samedi 20 mars à la une : «Cheminots : les syndicats CGT et CFDT confirment la suspension du mouvement. Gare de Lyon, la difficile fin de grève prétexte à une campagne d'excitation des usagers». La poursuite de l'action à Paris-Lyon y est mise sur le compte des autonomes FGAAC.

«La Fédération CGT a maintes fois répété qu'elle se refusait à pénaliser des travailleurs (ou leurs enfants) partant en vacances...»

Dans une déclaration, CGT et CFDT parlent de provocations. Dans l'Humanité du lundi 22 (page 6) on lit ceci : «Des vendredi, les fédérations CGT et CFDT, en rejetant

les bavures de la reprise du travail sur l'intransigeance de la direction sur les revendications, demandaient cependant aux agents de conduite de reprendre leur poste afin d'éviter l'isolement et les provocations».

Dans le même numéro les agents de conduite sont appelés les «barons du rail». Enfin dans l'Humanité du mardi 23 mars, à la une :

«RÉVÉLATIONS :

«Hier encore la SNCF a bloqué des trains que les cheminots voulaient conduire. Non ! Ce n'est pas le Parisien libéré ou Minute mais dans l'Humanité qu'on lit cette prose de briseurs de grève et de défenseurs de l'ordre capitaliste. Quand les cheminots lassés des grévettes de 24 h sans suite, débordent les consignes fédérales, l'Humanité parle de provocations et de bavures. Elle en vient même à mettre la grève sur le compte de la direction patronale !

Quant aux agents de conduite pour les revendications desquels il y a eu cette grève (avec appel CGT et CFDT), ils deviennent les «barons du rail» dans le même journal.

Qui peut encore se faire des illusions sur la nature de la politique des dirigeants traîtres du PCF ?



L'attitude du PCF et de la CGT vis-à-vis des luttes révolutionnaires du peuple algérien

Dans deux précédents articles nous avons protesté contre les contre-vérités historiques proclamées par certains responsables algériens qui sont allés bien au-delà de la position du président Boumediène et du parti du FLN adoptée lors de leur rencontre avec des dirigeants révisionnistes du PCF comme de la CGT.

A l'appui de notre position, nous présentons aujourd'hui un passage de la «Plate-forme de la Révolution algérienne» qui fut publiée à l'issue du Congrès de la Vallée de la Soummam, le 20 août 1956. Ce passage vise en premier le Parti communiste algérien, mais il révèle dans sa dernière phrase l'abandon du soutien par les «communistes français» à différentes actions engagées par les Algériens, notamment aux «grèves... des ports et docks». C'est là précisément ce que nous avons évoqué dans notre dernier article.

«Le PCA, malgré son passage dans l'illégalité et la publicité tapageuse dont la presse colonialiste l'a gratifié pour justifier la collusion imaginaire avec la Résistance algérienne, n'a pas réussi à jouer un rôle qui mériterait d'être signalé.

«La direction communiste, bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire. C'est pourquoi elle a condamné le «terrorisme» et ordonné aux militants des Aures, venus à Alger chercher des directives, DE NE PAS PRENDRE LES ARMES. (souligné dans la plate-forme de la Soummam).

«La sujétion au Parti communiste français (souligné par nous) a pris le caractère d'un beni-oui-ouïsme avec le silence qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux.

«Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer cette attitude opportuniste du groupe parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète

contre la guerre d'Algérie : manifestations contre les renforts de troupes et de matériel de guerre, GREVES des transports, de la marine marchande, DES PORTS-ET DOCKS (souligné par nous)».

(Plate-forme de la Soummam, I, A, c.)

Cela signifie sans ambiguïté que les communistes français ont bel et bien abandonné les grèves... des ports et docks qui auraient permis de lutter concrètement contre la guerre d'Algérie. Nous pensons que la critique ici contenue du «beni-oui-ouïsme» et de l'«opportuniste» constitue un riche enseignement de l'histoire révolutionnaire du peuple algérien héroïque, écrite par ses propres dirigeants révolutionnaires à une période particulièrement difficile de la guerre d'Algérie.

Les trotskystes réclament des élections

La crise capitaliste s'approfondit. Chacun le sait bien, et pour cause ! Tous les travailleurs constatent chaque jour que leurs conditions de vie se dégradent : chômage total ou partiel, hausses des prix, saisies, expulsions... Et chaque jour la conscience que seule la lutte dure et massive peut payer progresse dans les rangs ouvriers, dans les rangs des petits paysans et de l'ensemble des masses populaires.

Mais justement parce que l'économie capitaliste continue de s'embourber dans la crise, la bourgeoisie, elle, Giscard en tête, s'acharne à «démontrer» le contraire, et à rassurer les travailleurs. C'est encore pour «calmer les esprits» qu'il a décidé d'intervenir à la télévision mercredi soir.

C'est sur ce nouveau quart d'heure présidentiel au coin du feu que portait mercredi matin l'éditorial de la feuille trotskiste, Rouge. Le titre même de ce papier de Daniel Bensaïd donnait le ton : «Giscard s'agrippe à la barre»...

Les trotskistes de Krivine y expliquent que «le test des cantonales a transformé le panorama politique. Désormais, la majorité présidentielle est minoritaire, elle le sait, et la conscience de cette déchéance en accélère le cours.» Relevant que «le régime est au bout du rouleau», l'éditorialiste trotskiste poursuit : «Giscard se prévalait d'une légitimité électorale. Il l'a perdue. Mais il ne partira pas de lui-même. C'est maintenant qu'il faut le chasser.»

On pourrait s'attendre alors à ce que le plume de Rouge, qui se proclame «communiste révolutionnaire», appelle les masses à lutter.

Et de fait c'est bien de «Lutte énergique» et d'«épreuve de force avec le pouvoir en place» qu'il nous entretient. Mais l'on découvre alors que cette grande bataille, cette grande offensive, c'est... l'électoratisme ! «La seule réponse cohérente, écrit D. Bensaïd, consisterait à réclamer à la fois la dissolution de l'Assemblée et l'élection d'une Constituante à la proportionnelle.» Voilà le mot d'ordre de la Ligue trotskiste : un nouveau scrutin !

Comme si, depuis plus d'un siècle, les élections bourgeoises n'avaient pas servi exclusivement à maintenir et renforcer la domination de classe de la bourgeoisie. Comme si l'électoratisme, le régime de démocratie bourgeoise n'était pas en France la forme que prend depuis un siècle la DICTATURE de la bourgeoisie sur le prolétariat et les masses laborieuses.

Alors direz-vous, les trotskistes et le parti révisionniste,

l'Union de la gauche, c'est blanc bonnet et bonnet blanc ? Oui, mais cela est plus subtil, car Rouge réussit sur cette base le tour de force de critiquer Marchais et Mitterrand. On est d'extrême gauche ou on n'y est pas, n'est-ce pas ? !

Il reproche à l'Union de la gauche son... manque d'esprit offensif. «Le paradoxe, déclare Bensaïd, veut qu'à l'attention de Giscard fasse vis-à-vis celui de la gauche», et «quant au PC et au PS, ils n'entendent pas tirer parti de leur avantage électoral... pour exiger... la démission de Giscard et la dissolution de l'Assemblée nationale.»

«Accroître leur avantage électoral d'ici 78», date des prochaines législatives, voilà selon les trotskistes la politique du PC et du PS. Mais cela les inquiète car ce «calcul arithmétique (est) risqué. (Il) peut laisser pourrir la situation et favoriser à droite les regroupements autour des vieux réflexes d'ordre et de sécurité.»

Des élections, et tout de suite, voilà ce que réclament à cor et à cris les trotskistes au moment même où non seulement les luttes ouvrières sont en plein essor, mais également celles des petits paysans celles aussi des étudiants.

Leurs objectifs apparaissent ainsi clairement : il s'agit d'une part de favoriser l'accès de la bourgeoisie de «gauche» au pouvoir, et d'autre part de saborder le mouvement de lutte des masses. En effet en détournant les travailleurs sur des perspectives électorales, les trotskistes espèrent contribuer au renouvellement de l'exploit que leurs maîtres révisionnistes réussissent en 1968 : stopper les luttes et conduire sagement les travailleurs aux urnes. Le mot d'ordre trotskiste n'est pas seulement en retrait du mouvement de masse, il s'y oppose. Et la nature de la Ligue de Krivine est ainsi sans ambiguïté : c'est une ligue bourgeoise contre-révolutionnaire.

Protestation du Comité de France du FRAP

Le comité France du FRAP a publié une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur en date du 18 mars dans laquelle il s'élève contre la décision d'interdiction prise à son encontre et dont les motifs n'ont pas été rendus publics.

«Si on nous accuse de mener jusqu'au bout la lutte contre le fascisme dans notre pays, de ne pas accepter la démagogie

franquiste, de lutter pour la République en Espagne. Nous tenons à dire que c'est vrai, mais nous tenons aussi à vous dire que si ce sont les causes retenues, c'est de votre part une intolérable ingérence dans les affaires intérieures de notre pays», déclare le FRAP qui ajoute que : «Ni vous ni personne ne peut nous accuser d'être intervenus dans les affaires intérieures de la France.»

en bref

QUAND LES TROTSKYSTES SE FONT DES COMPLIMENTS

Le numéro du 23 octobre de la feuille trotskiste «Rouge» publie les félicitations que lui ont adressées ses compères de cette vieille famille contre-révolutionnaire. On y trouve notamment les louanges de «Lutte ouvrière» selon lequel «il existe pour la première fois dans ce pays un quotidien se réclamant du trotskysme». On y trouve également ces vœux de la secte trotskiste «Révolution !» : «Que Rouge devienne une présence familière à tous ceux qui combattent pour transformer le monde et pour changer la vie. Tel est le vœu que formule l'équipe du journal dans le premier numéro, nous nous y associons en souhaitant au quotidien Rouge longue vie.»

Quant à nous, nous ferons tout pour que cette vie soit la plus courte possible.

LE PS FAIT DES APPELS DU PIED A CERTAINS FASCISTES

Il y a quelques années, Mitterrand avait fait nommer le fasciste Georges Sauge à la commission de défense du PS. Ce monsieur Sauge s'était distingué autrefois comme un partisan de l'«Algérie française» et comme un «spécialiste» de la guerre contre le peuple algérien. Au nom du PS, il vient d'entrer en contact avec l'ex-chef OAS Sergent. Sauge a affirmé à ce dernier qu'il partageait entièrement les idées contenues dans le dernier ouvrage de l'ancien chef des tueurs OAS.

L'UDR N'EST PAS CONTENTE

«La lettre de la nation», bulletin quotidien de l'UDR, s'en prend dans son édition de mardi au secrétaire d'Etat républicain-indépendant Dijoud. L'UDR lui reproche notamment de vouloir trouver «un grand compromis avec les socialistes». Au-delà de Dijoud, il est clair que c'est à Giscard d'Estaing que cela s'adresse. Celui-ci n'a pas renoncé en effet à passer alliance tôt ou tard avec le PS devenu aujourd'hui le premier parti de la bourgeoisie. L'UDR craint ainsi de se retrouver expulsée en dehors de la «majorité». D'où son opposition aux rêveries giscardiennes.



Cheminots

LA MOBILISATION

(Suite de la page 1)

La tactique de harcèlement consiste en grèves épisodiques de 24 heures, corporatives, catégorielles, souvent locales ; quelquefois « tournantes » (par réseau) ; parfois dans le cadre d'une action du secteur public et nationalisé, mais généralement s'opposant au nécessaire : TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS.

Ces grèves rassemblent habituellement le tiers des cheminots. Mais qu'importe pour la CGT qui affirme quand ça l'arrange que des grèves minoritaires peuvent être bonnes. Quant aux militants de la CFDT ils espèrent un débordement (grève reconductible) qui ne vient jamais et pour cause : quelle disproportion entre les revendications et l'action envisagée !

Alors, pourquoi les grèves des 2 et 18 et 19 décembre ? Pourquoi celle du 9 mars et le préavis (sans appel à la grève) pour le 22 mars, dernière rencontre en date dans ces négociations qui traînent à n'en plus finir ? (Rencontre qui a été ajournée jusqu'à aujourd'hui mercredi).

Qui croit aujourd'hui que ces grèves sans suite auront quelque résultat ? Certainement pas les cheminots ! S'agit-il d'inconscience de la part des permanents coupés de la réalité ?

Des grandes manœuvres de politiciens bourgeois pour le contrôle des secteurs stratégiques

N'est-ce pas plutôt quelque manœuvre de poli-

ticiens bourgeois organisés en clans rivaux, se disputant la clientèle électorale et la confiance des gens crédules ?

Les grandes manœuvres « à qui dirigera » dans la fonction publique et le secteur nationalisé sont la réalité : FO, la FEN et le syndicat croupion CFTC éternels signataires des accords, partenaires de la concertation-participation chère aux idoles de la 5ème République, d'un côté, CGT et CFDT (le cul entre deux chaises), de l'autre.

Oui, qui contrôlera ces entreprises stratégiques que sont l'EDF-GDF, les PTT, la SNCF, l'enseignement public, l'aviation, la marine, les ministères sans oublier les arsenaux ?

Telle est la raison des manœuvres organisées par les syndicats. Démagogie réformiste des socialistes ou démagogie d'apparence révolutionnaire du PCF et de sa courroie de transmission (CGT).

Cependant ce sont toujours les mêmes qui paient quand paradent les Mitterrand et les Marchais, les Ségué, les Maire et les autres Bergeron.

La concurrence est si forte qu'emboitant le pas aux autonomes de la FGAAC, les fédés CGT et CFDT ont cautionné un mouvement catégoriel des agents de conduite. Ici encore ce ne sont pas les légitimes revendications qui étaient la cause de la grève, mais la surenchère à qui contrôlerait cette catégorie qui

se trouve à un point-clef de l'entreprise.

Ainsi la grève des 18 et 19 mars a été une vraie grève de division des cheminots car les fédérations, tombant dans le jeu de la direction, ont fait jouer à fond le catégorialisme latent dans l'entreprise.

Les syndicats, jusqu'à la dernière minute, s'opposent à la généralisation du mouvement, à la lutte de classe. Les grèves lancées l'ont été, non pas pour l'aboutissement des justes revendications des cheminots, mais à des fins servant une stratégie élaborée par quelques politiciens.

Le résultat pourrait être un grave écœurement et la division entre catégories de cheminots. Mais les cheminots en lutte voient l'impasse de la tactique CGT PCF et brisent le carcan qu'on veut leur imposer.

Rassemblement national des cheminots à Paris St-Lazare

Conçu par les fédérations CGT et CFDT ce rassemblement a réuni plusieurs milliers de cheminots. Il devait être une fin honorable après les grèves de ces derniers jours. C'était sans compter sur la combativité de nombreux cheminots. Les mots d'ordre : « Nous voulons, nous aurons satisfaction ! », « Union, action pour nos revendications ! », « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! », et « Grève générale et nationale ! » (devant le siège du secteur CGT) — ont été repris massivement et avec force. L'« Internationale » a été entonnée et le poing levé. Il faut dire qu'à ce moment les dirigeants fédéraux avaient déjà joué la fille de l'air. Dans l'ensemble les cheminots présents étaient désireux d'aller plus loin que la promenade proposée autour du pâté de maisons où siège la direction générale.

Après une semaine de grève illimitée

Les ouvriers de Gabriel remportent leur première victoire

Gabriel est une petite entreprise de chromage et de nickelage installée dans la zone industrielle de St-Genis-Laval dans la proche banlieue lyonnaise.

30 ouvriers, pour la majorité des immigrés : Algériens, Marocains, Tunisiens, Portugais et Espagnols, y sont employés à un dur travail salissant et dangereux.

Le patron espérait perpétuer indéfiniment son exploitation forcée de bas salaires : 1 350 F par mois, inapplication des règles minimales d'hygiène et de sécurité, etc.

Mais les travailleurs, au fur et à mesure que leurs conditions d'existence se détérioraient, que les accidents se multipliaient, s'organisèrent collectivement pour exiger un certain nombre de revendications.

Fin décembre 1975, ils décident de créer une section syndicale CFDT avec l'aide de l'UIB-CFDT locale. Fin janvier, ils élisent leurs délégués et élaborent leurs revendications.

Le patron qui régnait en maître, voyant le rapport de forces tourner en faveur des ouvriers, multiplie les provocations : le 27 février, un contremaitre armé d'un outil menace un délégué ; aussitôt les gendarmes sont appelés, et contrôlent les identités des travailleurs immigrés. Le 1er mars, nouveau contrôle d'identité.

Toutes ces provocations se sont soldées par des échecs, car le patron espérait briser l'unité et la détermination des travailleurs.

A cela, les travailleurs ont riposté comme il se devait, en décidant la grève illimitée et l'occupation de

l'usine pour exiger la satisfaction de leurs revendications et pour condamner les provocations du patron. Aussitôt les ouvriers et l'UIB-CFDT ont popularisé la lutte et organisé des collectes sur les marchés.

Même si le patron est parvenu à fermer l'usine, après une semaine de grève illimitée, les travailleurs ont arraché leur première victoire : le salaire minimum à 1 700 F par mois (au lieu de 1 350 F) ; prime de panier ; eau potable, gants et vêtements antiacides, réfectoire ; paiement des jours de grève à 50 %.

LA CGT ET CETTE LUTTE ?

L'UL-CGT, contrôlée par les révisionnistes du PCF, sachant que les travailleurs

La seule tactique efficace doit s'appuyer sur les solides bases :

— de l'unité de lutte de toutes les catégories de cheminots pour leurs revendications.

— De l'union de la classe ouvrière pour abattre le capitalisme.

C'est par les assemblées générales ; la formation de comités de grèves ; des piquets de grève massifs ; l'occupation des locaux et l'extension des luttes que nous imposerons nos revendications.

Pour en arriver là il faut rejeter les politiciens manipulateurs qui dirigent nos fédérations ; il faut se donner une direction démocratique, élue et contrôlée par tous les travailleurs en lutte.

Les marxistes-léninistes seront les défenseurs d'une telle tactique et d'une telle organisation de lutte.

Rejoignez leur parti !

la France des luttes

Après 13 mois de lutte avec occupation

LES TRAVAILLEURS DE GRIFFET REFUSENT D'EVACUER L'USINE

Le conflit Griffet à Marseille n'est certes pas fini, les travailleurs refusent en effet d'évacuer l'usine.

« Il n'est pas question pour nous d'évacuer cette usine que nous occupons depuis 13 mois », a déclaré lundi 22 mars le porte-parole de l'intersyndicale des travailleurs de Griffet au cours d'une assemblée générale. « Nous avons décidé, a-t-il dit, d'utiliser notre imagination pour créer à l'intérieur de Griffet des moyens d'action rémunérateurs susceptibles de venir en aide à tous ceux qui ne bénéficieraient plus du chômage ». « Il est bien évident, ajoute-t-il, que pour obtenir quelque chose il faut descendre dans la rue, et par conséquent les luttes ouvrières doivent se durcir car nous ne sommes pas dupes des déclarations de « certains moralistes » visant à ériger en principe le respect sans condition de l'outil de travail. »

« Le pouvoir et le capital ne sont pas pour nous des partenaires, mais des ennemis. Les syndicats et les partis politiques de gauche, conclut le porte-parole, ne doivent absolument pas douter de la capacité des ouvriers à se « responsabiliser ». Les « Griffet » l'ont déjà démontré et ils le démontreront encore par leur détermination de lutter malgré les basses manœuvres du PCF, par le biais de la CGT, mais aussi par le torchon « La Marseillaise » qui critique la juste lutte de « Griffet » en disant entre autres : « Vous sabotez l'outil de travail », « C'est une action irresponsable », etc. Mais que faisaient donc ces « messieurs » les donneurs de leçons sur le paquebot « France », était-ce responsable !!! L'intersyndicale et les travailleurs de Griffet sont conscients dans leur lutte et ils entendent déjouer toutes les pressions démobilisatrices. »

Aux entreprises Bellanger de Laval et d'Ernée

Unité et détermination dans la lutte

C'est le 2 mars que débuta la grève avec occupation à Laval ; après une manœuvre patronale, qui envoya la maîtrise attaquer le piquet de grève, le travail reprit le lendemain. Mais aussitôt la riposte des travailleurs ne se fait pas attendre, à Ernée les travailleurs font une grève de soutien et décident d'occuper l'usine pour des augmentations de salaires...

Après une semaine de grève à Ernée les travailleurs de Réhault Fougères apportent leur soutien en manifestant avec les travailleurs de Bellanger et l'après-midi, les travailleurs de Bellanger se joignent à la manifestation de Fougères où 5 000 travailleurs montrèrent leur détermination en criant ensemble : « Non au chômage, non aux licenciements, non aux salaires de misère ».

Le 12 mars au soir, des paysans-travailleurs ont projeté un film « anticumul » et remirent une collecte faite dans la campagne en solidarité à la lutte des travailleurs de Bellanger.

Un comité de soutien s'est créé et s'est réuni le 15 mars afin de voir les possibi-

lités d'aider les travailleurs à populariser leur lutte.

Au cours d'une assemblée générale, le 16 mars au soir, les travailleurs décident d'organiser un bal de soutien pour le 20 mars et ont appelé les travailleurs de Laval à se remettre en grève.

Le 18 mars, les ouvriers de Laval votent pour la reprise de la grève (malgré quelques tentatives de la direction, aucun accord ne fut possible) et l'occupation est décidée dans la nuit. La direction accepte une augmentation de 9 % à la condition que la reprise du travail s'effectue avant la signature des accords.

Des travailleurs marxistes-léninistes de la Mayenne.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

Correspondant HR.



la France des luttes

L'UNITE TRAVAILLEURS ACTIFS-CHOMEURS SE DEVELOPPE

D'un peu partout en France, les chômeurs entrent dans l'action et s'organisent. Ils refusent de payer plus longtemps les frais de la crise capitaliste, ils se battent et exigent un travail pour tous.

D'autres revendications propres aux chômeurs sont aussi mises en avant, telle l'indemnité égale au SMIC pour les jeunes n'ayant pas encore travaillé ou l'indemnité égale au salaire qu'ils touchaient pour les travailleurs licenciés, les transports gratuits. Ils luttent également contre les saisies et les expulsions. Ils s'unissent aux travailleurs actifs dans la lutte contre les licenciements. Oui, de partout les chômeurs s'organisent et c'est une bonne chose. D'autres comités de chômeurs vont se créer et unir leur lutte à celle des travailleurs actifs. Les 2 millions de chômeurs en France, totaux ou partiels, ne sont pas responsables de la misère et de l'insécurité de l'emploi, c'est bel et bien le système capitaliste. Tous ensemble, travailleurs actifs et chômeurs, unissons nos luttes pour l'abattre.

C'est ainsi que nous le démontre le comité de chômeurs d'Agen, ville où il y a 3 000 chômeurs, c'est ce que fait aussi le comité de chômeurs CFDT de Brest où il y a 8 500 chômeurs.

Agen Les chômeurs à l'offensive manifestent «un travail stable pour tous!»

Lors du dernier pointage à l'agence pour l'emploi, les 3 et 4 mars, le comité de chômeurs d'Agen a donné la parole aux chômeurs. Un tract questionnaire leur demandait quelles étaient leurs revendications principales, plus d'une centaine de questionnaires remplis avec les adresses ont été remis ; ce qui raffermait ainsi considérablement les liens avec la masse des chômeurs.

Une tentative d'un dirigeant révisionniste de la CGT (candidat aux cantonales...) qui appelait à la création d'un comité de

chômeurs CGT afin d'envoyer une délégation aux «Etats généraux des jeunes chômeurs» à Paris, fut purement et simplement rejetée par les chômeurs qui, eux, prennent leurs affaires en mains.

Et ils définirent avec leur comité la revendication principale : «Un travail pour tous !» de même que : «Indemnité égale au SMIC pour les jeunes sortant de l'école ou de l'armée et n'ayant jamais travaillé», «Indemnité égale à l'ancien salaire pour les travailleurs licenciés», «Réduction des char-

ges pour les familles de chômeurs aux revenus trop faibles».

Les chômeurs voulaient se battre en premier lieu autour de la revendication maîtresse : «Un travail pour tous !»

C'est ainsi que le comité appela les chômeurs, les travailleurs actifs, les lycéens à manifester mercredi 17 mars autour de cette revendication. Et ce sont environ 150 chômeurs, travailleurs actifs et lycéens qui manifestèrent sur le boulevard central d'Agen en scandant : «Non au chômage, du tra-



Manifestation du comité de chômeurs d'Agen (Photo correspondant HR).

vail pour tous», «Chômeurs, travailleurs actifs, lycéens solidarité», «Nous ne ferons pas les frais de la crise». La manifestation se termina devant la mairie où un membre du comité de chômeurs prit la parole : «Les chômeurs ne constituent pas une classe à part. Ils sont partie intégrante de la classe ouvrière et des masses populaires. Aussi il ne peut y avoir de lutte des chômeurs sans le soutien des travailleurs actifs et des lycéens...»

«Comme les ouvriers qui s'opposent aux licenciements et qui occupent leurs usines, comme les petits paysans qui luttent contre la baisse de leur pouvoir d'achat, comme les viticulteurs qui luttent pour conserver leurs terres, leurs outils de travail, les chômeurs lutteront avec détermination pour leur droit : LE DROIT AU TRAVAIL !»

«Pour lutter les chômeurs se sont donnés une

arme, le comité de chômeurs, capable de rassembler tous les chômeurs, hommes, femmes, jeunes, moins jeunes, quelle que soit leur appartenance politique ou syndicale. Cela veut-il dire rejet des organisations syndicales CGT-CFDT ? Absolument pas. Le comité a toujours affir-

mé qu'il appelle tous les chômeurs syndiqués ou non-syndiqués. Ces chômeurs restent libres de discuter dans leur syndicat respectif des actions menées par le comité. Mais le comité est souverain, il décide démocratiquement des actions à mener.

Correspondant HR.

Brest

Un exemple d'unité entre travailleurs actifs et chômeurs

Après un travail intense de contacts auprès des chômeurs isolés et devant l'agence nationale pour l'emploi, le comité de chômeurs CFDT de Brest, n'oubliant pas que le chômage concerne les travailleurs dans leur ensemble, a rédigé une plateforme destinée à tous les syndicats et sections syndicales. Lors de la manifestation du bâtiment le 18 mars, les chômeurs de Brest

ont eu une nouvelle démonstration de la solidarité ouvrière : les éboueurs de chez Marc à Brest ont donné le fruit d'une collecte pour soutenir les chômeurs alors qu'eux-mêmes sortaient d'une longue grève de 3 semaines. Voilà un encouragement à continuer la lutte, voilà une démonstration de l'unité travailleurs actifs-chômeurs.

Correspondante HR

Enseignement

Choisy-le-Roi, au CES Emile Zola

HABY MET SA REFORME EN PLACE

Comme dans beaucoup d'établissements scolaires, au CES Emile-Zola de Choisy-le-Roi, dans le Val-de-Marne, les conditions de travail sont très difficiles pour les élèves et les enseignants. Le personnel est en nombre insuffisant, les classes sont très chargées.

Aujourd'hui on apprend que de nouvelles mesures vont être prises, aggravant encore cette situation : à la rentrée, les classes de 24 élèves vont être généralisées, remplaçant les classes de 35, en particulier au niveau des sixièmes. A première vue, cela peut paraître une mesure favorable, allant dans le sens d'une amélioration des conditions de travail, tant des élèves que des professeurs. En réalité il s'agit d'une aggravation. En effet les classes de 35 élèves étaient jusqu'ici dédoublées à certaines heures et dans plusieurs matières. Ces dédoublements — conquête de mai 1968 — sont supprimés. Fini le travail en demi-groupe, avec 15 élèves seule-

ment. Finis les travaux dirigés.

Cela entraîne une sérieuse dégradation des conditions de travail pour tous et de lourdes menaces sur l'emploi des enseignants. Les classes de 24 élèves permettent de réaliser une «économie» de personnel : les maîtres auxiliaires sont réduits au chômage, les titulaires sont déplacés d'une école à l'autre au gré des besoins.

Derrière tout cela c'est la réforme Haby qui est mise en place morceau par morceau. Ces fameuses classes de 24 regrouperont des élèves de tous niveaux et d'âges différents à la sortie du primaire. Pour qu'elles puissent fonctionner, le ministère créera rapidement pour les élèves «faibles» des «groupes de soutien» qui diffuseront un enseignement utilitaire et pratique, destiné aux enfants de milieux populaires, et les orientant le plus rapidement possible vers les entreprises ou... les bureaux de chômage. Les

«groupes d'approfondissements», diffusant un enseignement beaucoup plus intellectuel, seront destinés à former les futurs cadres et ingénieurs, ils regrouperont presque uniquement des enfants de la grande et de la moyenne bourgeoisie.

Les enseignants et les parents d'élèves se sont unis pour faire échec à ce projet. Ensemble ils ont mené une campagne d'information pour le dénoncer. Une première délégation s'est rendue à l'Inspection académique de Créteil, regroupant tous les syndicats, des non-syndiqués de l'école et des parents d'élèves. Aujourd'hui il s'agit d'élargir encore la mobilisation et de renforcer l'unité parents-enseignants et élèves autour des 3 mots d'ordre :

- Non à toute aggravation de la situation actuelle ;
- Non à toute suppression de postes d'enseignants ;
- 25 élèves par classe avec possibilité de dédoublement des effectifs pour certains cours.

Des enseignants du CES.

QUAND LES MINISTRES SE MELENT DE PROTECTION DE LA FAMILLE

Le Conseil des ministres qui s'est réuni mercredi matin au Palais de l'Élysée a examiné sur proposition de Simone Weil, ministre de la Santé, un projet de loi sur la «protection sociale de la famille».

Des quatre mesures que comporte ce projet deux sont de pure démagogie, uniquement destinées à faire passer le reste aux yeux des gens pour une «protection réelle de la famille» : ces deux mesures, ce sont d'une part l'institution d'un congé-adoption, congé de 8 semaines qui sera accordé aux femmes adoptant un enfant, et d'autre part la dispense du service militaire pour les pères de famille.

Les deux autres mesures sont plus conjoncturelles. Il s'agit premièrement de la mise en place d'une allocation qui serait versée aux «mères isolées», c'est-à-dire aux veuves, aux divorcées et à celles que la bourgeoisie nomme dédaigneusement les «filles-mères». Cette mesure est présentée comme pouvant donner aux «mères isolées» un revenu garanti

de 900 F par mois, plus 300 F par enfant à charge pendant la première année qui suit, selon le cas, le veuvage, le divorce ou la naissance... Il s'agit deuxièmement d'une mesure dite d'«avancement des femmes fonctionnaires» qui auraient la possibilité d'obtenir un congé de deux ans, pendant lequel elles conserveraient la moitié de leurs droits d'ancienneté.

L'objectif que suit le gouvernement en impulsant ces deux dernières mesures est de favoriser le retour des femmes au foyer. L'allocation de 900 F et la possibilité pour les femmes employées dans la fonction publique de conserver la moitié de leurs avantages n'a pas d'autre but en effet que de les inciter à rester chez elles et à se contenter d'une heure de ménage à l'extérieur par-ci et d'une heure de garde d'enfant par-là comme «salaire d'appoint».

On voit clairement tout l'intérêt qu'attend la bourgeoisie de ces mesures bidon dans la conjoncture actuelle

où le million et demi de chômeurs totaux est atteint.

... Il n'y a finalement rien de nouveau dans ces décisions ministérielles, depuis qu'elle gouverne en effet la bourgeoisie s'est toujours servie des femmes travailleuses comme d'une réserve que l'on envoie dans les usines au moment où la production capitaliste s'accroît à un rythme accéléré, et que l'on rejette dans leurs cuisines, en leur faisant miroiter des mesures apparemment alléchantes, dans les périodes de crise capitaliste au moment où le nombre de chômeurs devient considérable. Cette pratique traditionnelle de la bourgeoisie ne fait que révéler la surexploitation à laquelle sont soumises les ouvrières, les employées, etc.

Mais présentement ce que révèlent aussi les mesures discutées au Conseil des ministres, c'est que, contrairement à ce que disent Ceyrac, Chirac, Fourcade et compagnie, la bourgeoisie elle-même désespère de voir un jour la «fin du tunnel».



Lundi les plongeurs n'ont pu approcher
l'«Olympic Bravery» en raison de la tempête

Vague de scandales à Ouessant

Lundi une nouvelle tempête s'est levée sur l'Atlantique. Les vents de nord-nord-ouest soufflaient avec des pointes de 120 km/h et l'on enregistrait non loin de l'île d'Ouessant des creux de 6 à 7 mètres. Les plongeurs du navire hollandais «Baraccuda» chargés de préparer le pompage des soutes de l'«Olympic Bravery» échoué sur les récifs d'Ouessant depuis plus d'un mois n'ont pu approcher l'épave. Les opérations de pompage elles-mêmes prévues en principe pour la fin de la semaine risquent donc d'être repoussées à plus tard.

Les 1150 tonnes que contient encore le pétrolier géant — au moins 50 tonnes se sont déjà échappées de ses flancs — continuent donc de s'écouler dans l'océan, d'autant plus rapidement que la houle est plus forte. Et tandis que ces hydrocarbures envahissent petit à petit la côte d'Ouessant, la recouvrant désormais par endroits d'une couche gluante et visqueuse épaisse de 20 cm, les voiles d'un véritable scandale sont levés un à un par la population pour qui le problème posé est celui de la disparition de ses moyens de subsistance. Cette année en effet, il n'y aura pas de petits goémons, cette algue que les Ouessantins ramassent à marée basse pour la vendre aux laboratoires pharmaceutiques. Les pâturages vont être endommagés. Quant aux marins-pêcheurs de la côte bretonne, leur seule ressource, la pêche, est compromise pour longtemps dans tout le secteur.

LES MYSTÈRES D'UN ÉCHOUAGE

Ce qui n'était encore, que rumeur voici quelques jours semble se confirmer : l'échouage de l'«Olympic Bravery» n'aurait pas été aussi involontaire qu'on voudrait le faire croire. Si

l'île d'Ouessant eux-mêmes permet d'aller plus loin :

«On n'amène pas un engin pareil à un mile de la côte. C'est trop dangereux. Et les gros bateaux passent toujours à six ou sept miles au large. Il est soi-disant tombé en panne de moteur dans la nuit du 24 janvier.



Ouessant envahie par le mazout (photo Libération).

l'on ignore les raisons exactes qui auraient pu pousser l'armateur à cela — raisons qui tiennent forcément au profit de son entreprise — et si l'on sait simplement que le supertanker se dirigeait vers la Norvège où il devait être désarmé, il n'en reste pas moins que la version officielle des faits ne satisfait personne.

Suite à une avarie dans les machines, le bâtiment se serait trouvé à la dérive et, poussé par le vent, aurait échoué sur des récifs. L'on pourrait déjà s'étonner que pendant tout le temps de cette dérive, aucun SOS n'ait été lancé. Mais le témoignage des habitants de

Mais quand les gardiens du phare de Creac'h ont demandé s'il voulait un remorqueur pour l'aider, le capitaine a dit que ce n'était pas la peine, comme s'il avait voulu se jeter volontairement sur les rochers. On pense qu'ils ont préféré le perdre pour toucher les primes d'assurances, mais de toute façon, on ne connaîtra jamais la vérité.»

Et puis ce n'est pas tout. Après l'échouage, on avait tout le temps de vider les soutes du bateau et de le retirer lui-même des récifs, les conditions atmosphériques s'y prêtaient parfaitement. L'on savait cependant qu'il ne fallait pas trop tarder, les tempêtes se levant toujours et les côtes au large du Finistère devenant toujours particulièrement dangereuses à l'approche de la grande marée d'équinoxe

informations générales

150 personnes commémorent à Montpellier l'insurrection du prolétariat parisien du 18 mars 1871

Plus de 150 personnes ont assisté au meeting qu'organisaient à Montpellier les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien «L'Humanité rouge» pour commémorer le 105^e anniversaire de la Commune de Paris.

du 17 mars. Pourtant rien n'a été fait. Le navire s'enfonçait, la coque se déformait, mais la compagnie d'assurances décidait de le laisser sur place, arguant du fait que retirer le pétrolier aurait coûté aussi cher que le navire lui-même, soit 25 millions de francs. Les risques que cette épave faisait courir aux habitants de l'île Ouessant, les graves atteintes à leurs conditions de vie qui en ont résulté, de tout cela les capitalistes se moquaient évidemment comme d'une guigne.

(A suivre demain)

Des délégations de l'Association générale des étudiants guadeloupéens, de l'Association générale des étudiants martiniquais, de la Fédération des étudiants comoriens et de l'Association des étudiants d'origine malgache, ainsi que du Front du peuple chilien et d'El amel tounsi - Perspectives tunisiennes donnaient à ce meeting son caractère internationaliste prolétarien. Le Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) avait également adressé un message de soutien aux organisateurs.

Après une minute de silence à la mémoire du petit viticulteur assassiné le 4 mars à Montredon, Emile Pouyès, les travailleurs du foyer Lou Cantou ont fait le point sur leur lutte qui dure depuis 11 mois et sur le procès dont ils sont victimes qui s'était tenu la veille.

Puis intervenaient successivement un ouvrier du bâtiment venu témoigner de la combativité grandissante de ses camarades du Génie civil de Lens en lutte contre les licenciements et du déclin des révisionnistes dans cette entreprise ; et une camarade de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France qui, après avoir rappelé le rôle de premier plan qu'a toujours tenu la jeunesse dans les révolutions prolétariennes, fit le point sur les luttes qu'elle mène actuellement en particulier contre le chômage et contre les réformes de l'enseignement.

Après la projection d'un montage sur la Commune de Paris et la dictature du prolétariat, un postier prononça un discours expliquant pourquoi il faut s'inspirer de l'exemple des Communards. Il insista sur la nécessité de l'unité entre ouvriers et petits paysans, qui fit cruellement défaut en 1871 et que nous devons construire aujourd'hui. Il clôtura le meeting en expliquant la tâche que nous avons aujourd'hui d'édifier un authentique parti marxiste-léniniste unique dont l'absence en 1871 fut l'une des causes essentielles de l'échec de la Commune de Paris.



Un jeune marocain nous écrit

Après le Rassemblement ouvrier du 14 février

Une fraternité...

Je n'ai pas oublié, parce que je suis pas du genre qui oublie, mais les circonstances ne m'ont pas permis d'écrire plus tôt cette immense joie du «14 février» où pour la première fois j'étais invité par de nombreux amis à me rendre avec eux au Rassemblement ouvrier qui se tenait à Paris.

Aujourd'hui même où je vous adresse ce témoignage, je suis incapable de raconter

ce que j'ai ressenti en moi le 14 février alors que je retrouvais la confiance, le courage et surtout l'espoir perdu en moi depuis un long moment. Mais grâce à ce voyage, j'ai découvert et réussi à connaître des gens de tous les milieux qui me tendent la main, qui m'informent et surtout qui m'aident, moi, «l'étranger». C'est un milieu vraiment formidable, sympathique.

C'est une ambiance extraordinaire dans laquelle vite s'est liée une amitié, et je dirais même une fraternité, car de toutes mes forces je déclare que ces gens sont des frères pour moi.

Car c'est ça l'exemple à donner quand on prétend faire quelque chose pour les pauvres immigrés. Car le monde est grand, sans frontières, car la terre est pour tous, on est sorti et on revient.

Je ne veux pas continuer car il y aurait beaucoup de choses à dire sur cet événement extraordinaire. Mais je préfère terminer sur ça en déclarant que je suis très content d'assister et de me trouver dans ce milieu fraternel où toutes les discussions sont possibles. Encore une fois, mille fois merci du fond du cœur.

Lorient,
un jeune immigré marocain.

Avortement

Témoignage : La loi Veil appliquée à un tout petit nombre de femmes

La loi Veil n'a rien réglé. Les problèmes de l'avortement et de la contraception restent entiers. C'est là une chose qui apparaît de plus en plus clairement à un nombre croissant de femmes.

Je me suis trouvée tout récemment face à ce problème. J'étais enceinte et j'avais de graves problèmes qui risquaient de s'aggraver du fait de ma grossesse. J'avais en outre des problèmes d'ordre professionnel car je suis soumise à des séances fréquentes de rayons X. Je craignais donc aussi pour l'enfant et voulais l'avis d'un spécialiste.

J'ai pris rendez-vous à l'Hôtel-Dieu à Rennes. J'ai été reçue par M. de V... qui a souri à la lecture de la

lettre de mon médecin-traitant qui indiquait nettement les faits et demandait à ce «spécialiste» d'évaluer les risques et de me conseiller. Ce M. de V... était par principe hostile à l'avortement — je l'ai appris après dans d'autres services — et il n'a même pas daigné me répondre. Il a refusé tout net d'étudier mon cas et m'a proprement mise à la porte en me disant que ce problème ne le concernait pas.

Devant ce comportement incroyable, je suis allée trouver le représentant du directeur qui m'a aiguillée dans le service des interruptions de grossesse. Là, j'ai expliqué à nouveau mon histoire, mon cas présentait à leurs yeux les conditions d'un avorte-

ment thérapeutique. Seulement, je ne suis pas d'Ille-et-Villaine, et ne suis pas non plus suivie par un médecin d'Ille-et-Villaine... Alors l'avortement n'était plus possible légalement ! J'ai eu beau expliquer qu'il n'y a rien dans mon département, rien n'y a fait. Ce qui prouve bien que la loi Veil ne s'applique qu'à un nombre très restreint de personnes.

Voyant mon désarroi devant toute cette stupidité administrative et médicale, on me conseille deux cliniques de Rennes où l'on pratique cette intervention. Mais cette fois-ci, je m'entends répondre : «On n'en fait plus avant mars» !!

Camarades, mon cas en est un parmi beaucoup d'autres. Mais cela montre

bien pourquoi les femmes continuent à venir au MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception). Voilà aussi pourquoi il faut soutenir ces militantes contre les M. de V... qui refusent une interruption de grossesse alors même que son caractère thérapeutique est reconnu.

Il faut mener la lutte contre la bourgeoisie qui se permet de choisir et de restreindre au maximum le nombre des interruptions de grossesse. Il faut réagir pour que cette loi qui est passée soit appliquée largement à toutes les femmes et dans des conditions normales.

Une lectrice

Vendredi 26 mars
se tiendra à Montpellier à l'initiative de
L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS
D'ORIGINE MALGACHE

Une journée pour la commémoration du 29 mars 1947
Date à laquelle furent massacrés des dizaines de milliers
de Malgaches par l'impérialisme français
et pour la commémoration du 1er avril 1971
date des insurrections paysannes dans le Sud de l'île

VENEZ NOMBREUX À 20 HEURES
AU PAVILLON POPULAIRE
(JARDIN DE L'ESPLANADE)
À L'APPEL DE L'A.E.O.M.



A propos de la mort de Visconti

UNE CRITIQUE COMPLAISANTE DE LA BOURGEOISIE

Quarante pièces de théâtre, quinze pièces lyriques, treize longs métrages et plusieurs courts métrages : tels sont les chiffres qui résument la carrière artistique du metteur en scène italien Luchino Visconti, décédé le mercredi 17 mars à Rome à l'âge de 70 ans. L'une des tartes à la crème de la critique a été, des années durant, de souligner le paradoxe de ce cinéaste qui, bien que comte (de Modrone) n'en avait pas moins sympathisé avec le parti communiste italien, aujourd'hui révisionniste. Il est vrai pourtant que ces deux données expliquent dans une large mesure les deux aspects de l'inspiration de ce « grand auteur ».

L'histoire du cinéma progressiste retiendra incontestablement que Luchino Visconti fut, dès 1942 (en plein régime fasciste donc), l'un des pionniers de la renaissance cinématographique italienne avec son film « Obsession ». Adapté du roman naturaliste américain de James Cain « Le facteur sonne toujours deux fois », ce long métrage, tout en restant prisonnier du genre qui l'avait inspiré, n'en était pas moins marqué par un sens assez surprenant de la critique sociale qui détonnait considérablement par rapport à l'idéologie et à l'esthétique que s'efforçait de promouvoir le régime mussolinien. Six ans plus tard, Luchino Visconti donnait à la grande école démocratique italienne que fut dans l'après-seconde Guerre mondiale le néo-réalisme l'un de ses chefs-d'œuvre, « La terre tremble » (1948), dans lequel il dénonçait l'exploitation dont étaient victimes les pêcheurs siciliens de la part des grossistes capitalistes. « Obsession » et « La terre tremble » (surtout le second) restent les plus intéressants, à nos yeux du moins, de leur auteur, car ils mettent en scène des personnages issus du peuple, comme le fera aussi, mais d'une autre manière, « Rocco et ses frères » en 1960.

Ils reflètent pourtant,

avec un éclat significatif, l'insuffisance du cinéma progressiste italien de cette époque. En quoi ? En ce qu'ils se contentaient de stigmatiser des situations d'oppression sans proposer de perspectives de lutte et de résistance. Dans ses propos de Yanan, Mao Tsé-toung écrit : « De nombreux écrivains de la (...) bourgeoisie n'ont jamais découvert la lumière. Leurs œuvres n'ont fait que révéler les ténèbres. On les a appelées littérature de dénonciation. Il y en a qui vont jusqu'à répandre purement et simplement le pessimisme et le dégoût de l'existence. » Cette citation s'applique on ne peut mieux à l'œuvre raffinée du comte Visconti qui ne tarda pas à remplacer les personnages populaires de ses premiers films par des personnages issus des classes supérieures. Tour de passe-passe qui lui a permis de ménager la chèvre et le chou, c'est-à-dire d'illustrer le mode de vie de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie italiennes tout en affectant de le dénoncer. S'il est vrai que plusieurs des dix longs métrages qui ont suivi, et surtout l'éblouissant « Guépard », sont souvent des représentations critiques du monde des exploités, il reste que Visconti procède avec une telle complaisance, une telle connivence sinon une telle indulgence, que ses intentions satiriques s'en trouvent complètement désamorçées dans l'esprit du spectateur « moyen ». Il y a aussi quelque chose de morbide dans ses toutes dernières œuvres : « Les damnés », « Mort à Venise », « Le crépuscule des dieux » et « Violence et passion » qui relèvent d'une sorte d'esthétique de la décadence.

L'évolution révisionniste du Parti communiste italien n'a pu sans doute qu'accroître les tendances naturelles de Luchino Visconti, qui avait fini — c'est un fait — par devenir l'un des cinéastes reconnus et adulés de la bourgeoisie (et des compagnies américaines de distri-

bution pour lesquelles il consentait, au mépris de toute vraisemblance, à tourner des films en anglais).

On peut tirer deux leçons de cette œuvre complexe : premièrement il ne suffit pas de dénoncer la bourgeoisie, encore faut-il le faire dans une optique correcte ; deuxièmement il ne suffit pas de critiquer l'oppression des exploités, encore faut-il leur offrir des perspectives de combat. Etudions les films de cet aristocrate révisionniste mais ne nous en inspirons pas !

Télévision

Une émission pour les femmes sur tf1

Une minute de fascisme

Lundi, en début de soirée, sur TF 1, a été projetée une petite perle de la télévision. Il s'agissait de l'émission « Une minute pour les femmes », un titre qui montre déjà la place que l'on donne à la femme à la télévision.

Mais d'ailleurs avec les thèmes que cette émission consacre aux femmes une minute c'est bien suffisant, car pour les femmes, la TV se figure qu'il ne faut donner que des sujets qui « concernent » les femmes, c'est-à-dire : « Si vous devez changer de gaz... », « Femmes céliba-

taires, aidez-vous parents », « 28 mars, minuit : avancez vos montres », « Le troisième enfant en question », etc.

Lundi soir, Anne-Marie Peysson — « la femme » de l'émission qui s'adresse aux femmes — a fait un véritable appel au ministre de l'Intérieur et à la fascisation. Proffitant et surtout exploitant un réel problème d'insécurité pour les femmes seules — en particulier — l'émission avait pour thème « vols et cambriolages, nous voulons être protégées ».

Parlant des agressions et des vols dans les appartements ou les maisons, Anne-Marie Peysson, regrettait qu'il ne soit pas possible d'avoir « un policier dans chaque rue et devant chaque porte » et que quand il arrive quelque chose « nous, les femmes, aimerions bien voir non loin de là, un képi de police rassurant ». C'était une véritable plaidoirie pour le flicage, le quadrillage policier et « l'ilotage » (un flic par quartier ou paté de maisons) chers à tous les ministres de l'Intérieur de la bourgeoisie comme Marcellin et Poniatowski.

C'est un véritable appel à la fascisation du régime, qui ne fait que masquer en fait l'impossibilité de la bourgeoisie à effacer ses propres sécrétions.

C'est comme si un jour, on disait face à l'exploitation des patrons sur les ouvriers qui sont de véritables « vols » et « agressions » quotidiens — « il faut un flic pour surveiller chaque patron et l'empêcher d'exploiter » alors que justement, la police est celle de la bourgeoisie et des patrons, celle qui permet à son régime de se maintenir.

Mais en fait on n'entendra jamais cela à la télévision...



23-31 mars 1976

Exposition-vente

de reproduction des œuvres des
Peintres-paysans chinois

tous les jours de 12 heures à 20 heures
Librairie LA FORCE DU LIVRE
33 Rue René Leynaud - 69001 Lyon
au pied de la Croix-Rousse, tout près des Terreaux

Vu par Ottop

Face à la montée des luttes populaires, la bourgeoisie reste calme



L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4^e
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

L'Humanité Rouge

LES DAMNÉS DE LA TERRE

REPORTAGE SUR LES OUVRIERS AGRICOLES DU VAUCLUSE

Les abondantes récoltes de fruits et légumes que vous trouvez à la vente dans toutes les grandes villes ne sont pas simplement «Les fruits du soleil» comme le disent les dépliant touristiques. Il a fallu le travail acharné de tous les travailleurs de la terre parmi lesquels les plus exploités, les plus opprimés, ceux qui sont au plus bas de l'échelle sociale, les ouvriers agricoles.

Ils sont 4 000 permanents dans le département et près de 20 000 saisonniers en été à travailler courbé en deux sous le soleil toride ou dans la poussière avec le mistral pendant des journées de 10, 12 et même 15 heures parfois au moment des récoltes. Et, ici, dans la région, la saison des gros travaux dure 6 mois... Et tout ça pour un salaire horaire dont voici quelques exemples pour l'été dernier : 5,40 F dans le nord des Bouches-du-Rhône, 6,00 F du côté de Cavaillon et 6,50 F à 7,00 F plus au nord.

Les qualifications de la convention collective ne sont presque jamais respectées : par exemple, il y a même des chauffeurs de tracteur payés au-dessous du SMIC. Et certaines années, quand il y a un grand nombre de saisonniers misérables sans travail, on a vu à Carpentras des employeurs engager des gars pour la journée en échange... de la nourriture et du «logement». Mais ce n'est pas tout.

Les heures supplémentaires majorées ne sont pratiquement jamais payées et au besoin on fausse les déclarations sur la feuille de salaire : à prendre ou à laisser et le patron oblige l'ouvrier à signer de faux bulletins de paye ne mentionnant pas les heures supplémentaires. Celles-ci sont payées sans déclaration et bien entendu au tarif ordinaire non majoré. Cette escroquerie est connue de tous et se fait avec le plein accord de la Mutualité sociale agricole pour qui il suffit que la feuille de paie porte le minimum de 173 heures par mois alors que les ouvriers en font couramment 270 et beaucoup plus en saison. Et toute réclamation de l'ouvrier entraîne son licenciement immédiat.

LES SAISONNIERS

Les 3/4 sont des immigrés : espagnols ou maghrébins (Tunisie, Algérie, Maroc). Ils sont encore plus opprimés du fait du racisme. Les patrons savent exploiter habilement les différences entre français et immigrés d'une part et même entre les diverses nationalités. D'ailleurs dès qu'il y a plusieurs ouvriers sur une exploitation, ils sont en général de nationalités différentes. C'est une nécessité pour les patrons et maintenant qu'il y a moins de maghrébins, on fait venir des Turcs et des Egyptiens. Ainsi par exemple il y a trois «classes» de logement : pour les Français, pour les Espagnols et pour les autres ou encore le patron essaie de jouer sur l'amour-propre national pour pousser les ouvriers à rivaliser entre eux pour un meilleur rendement... pour son plus grand profit.

«Diviser pour régner», telle a toujours été la tactique de la bourgeoisie.

«Unité de la classe ouvrière, français, immigrés, même travail, mêmes droits» telle doit être la réponse de classe des ouvriers agricoles.

Normalement les saisonniers doivent avoir un contrat de travail mais bien souvent ils n'ont rien et ne sont pas en règle. A la frontière on les a laissés passer sans peine comme «touristes» et ici la police ferme complaisamment les yeux car les patrons sont ravis : ils ont ainsi une main d'œuvre docile et à leur merci puisqu'à la moindre histoire ils peuvent être refoulés étant en situation illégale.

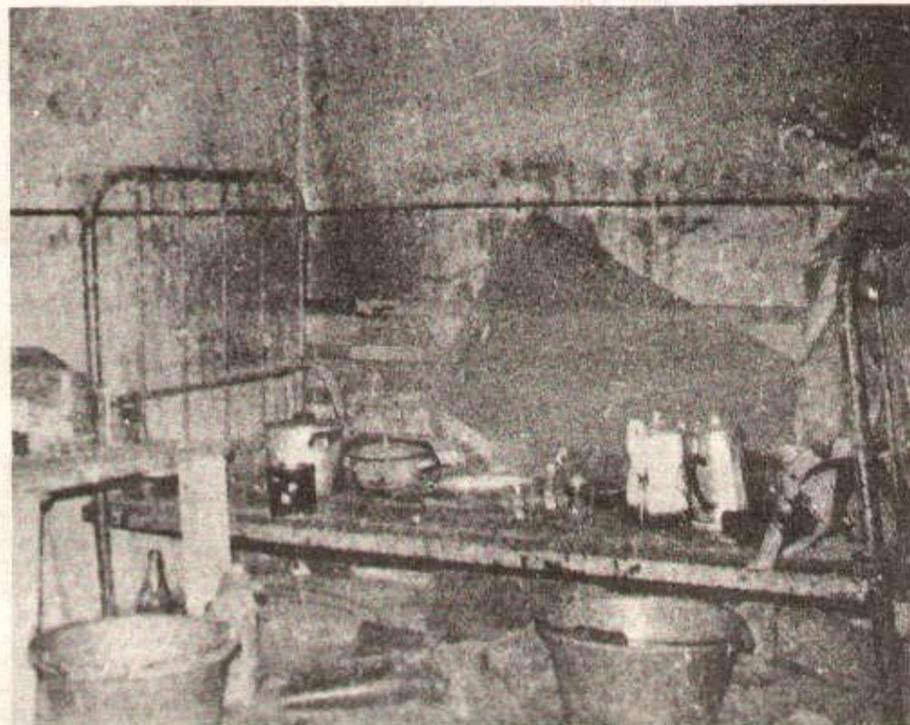
LES CONTRATS DU SINISTRE DIJOU

Ceux qui sont en règle ne sont guère mieux servis car les nouveaux contrats (8 mois au plus non renouvelable en France) livrent l'ouvrier pieds et poings liés au patron puisqu'il est précisé que les saisonniers ne peuvent revenir l'année suivante que chez le même employeur. Et si celui-ci n'est pas content, il ne renouvelle pas le contrat l'année suivante et l'ouvrier sera dans l'impossibilité de trouver du travail en France... sauf «illégalement» ce qui arrange

avec des plafonds percés, des bâtisses insalubres aux murs suintants d'humidité où l'on dort à plusieurs par pièce. On pourrait sourire en lisant après ça toutes les conditions d'hygiène et de confort théoriquement exigées par la convention collective et par un arrêté préfectoral. Ce qui montre bien une fois de plus, que pour la bourgeoisie, ses propres lois et règlements ne sont que des chiffons de papiers quand ses profits sont en jeu. Et en plus, le patron n'hésite pas à retenir sur le maigre salaire un «loyer» de logement individuel équipé.

LA FNSEA CONTRE LES OUVRIERS

Un incident significatif s'est produit au mois d'avril dernier chez M. Bonnet président cantonal de la FNSEA (syndicat de gros exploitants) de Carpentras : il logeait deux Espagnols dans un poulailler. Ceux-ci, excédés de se voir traités comme des bêtes, vont en Avignon voir l'inspecteur des lois sociales agricoles. Celui-ci téléphone à Bonnet qu'il va venir enquêter tout de suite. Le temps que l'inspecteur fasse les 25 km, il a trouvé en arrivant un commando de 80 paysans qui bloquaient l'entrée et ont obligé l'inspecteur à repartir bredouille.



Logement d'ouvrier agricole en 1976.

beaucoup de monde. On imagine quelle arme représente ce chantage au contrat dans les mains du patron. De toutes façons, les clauses du contrat sont rarement respectées (par exemple s'il pleut, les ouvriers ne sont pas payés).

«LA PROVENCE OU IL FAIT BON VIVRE»

Bien qu'il y ait une certaine amélioration depuis quelques années, les logements sont souvent de vrais taudis surtout pour les saisonniers (voir photo). Ils sont généralement aménagés dans des endroits qui n'étaient pas prévus pour le logement : hangar, garage, cabanon, porcherie... etc, sans douches et sans WC ou même pas de vitres,

l'exploiter encore plus, ils s'engagent dans une impasse historique qui risque de nous conduire au fascisme mais qui de toute façon ne les sauvera pas de la ruine.

La seule voie pour les petits et moyens paysans écrasés par le système capitaliste est au contraire une alliance claire avec la classe ouvrière pour combattre et anéantir ce système capitaliste pourri mais pour cela, ils doivent comprendre que les gros paysans riches ne seront pas de ce côté et que le front de la lutte des classes passe au sein de la paysannerie.

LES LUTTES

Le travail syndical est très dur, on l'imagine. Les ouvriers sont dispersés : très souvent, 1, 2 ou 3 par exploitation. Les militants doivent prendre leur temps sur les quelques loisirs ou le soir sur le temps de repos pour aller de ferme en ferme, prendre les contacts, organiser des réunions, étudier les dossiers individuels... etc. Le seul syndicat dans le département est la CFDT et son principal travail est un travail d'information des ouvriers sur leurs droits et les moyens qu'ils peuvent avoir de les faire respecter. Pour le moment en dénonçant publiquement et nommément les patrons qui violent le plus les droits élémentaires des travailleurs, on obtient quelques améliorations ; car non contents d'exploiter jusqu'à la moëlle leurs ouvriers, les patrons voudraient en plus avoir une apparence «d'honnête homme».

Mais quand les conditions sont vraiment trop dures, des grèves éclatent sauvages, spontanées, sur le tas. Souvent le syndicat n'est informé qu'après coup et des fois, même, personne n'est au courant en dehors des intéressés. Si les ouvriers savent rester fermes et tous unis face au patron, c'est-à-dire s'ils mettent en avant le fait qu'ils sont tous exploités par le même patron et qu'ils doivent se battre ensemble, jusqu'au bout, en laissant de côté leurs querelles personnelles ou nationales, alors le patron est obligé de céder. Mais si au contraire celui-ci est assez habile pour diviser les ouvriers, accorder aux uns et pas aux autres, intimider ou «acheter» certains, alors c'est l'échec.

Les ouvriers agricoles font partie intégrante de la classe ouvrière. Ils en constituent sûrement la partie la plus exploitée et la plus opprimée socialement en tous cas ceux qui sont tout en bas de l'échelle sociale en France. Pour toutes ces raisons on y trouve un sens de classe assez développé. D'autre part, à cause de leur dispersion dans les régions rurales et de leur place dans le système de production, ils occupent une position-clé dans le problème fondamental de l'unité entre la classe ouvrière et les petits paysans pour la dictature du prolétariat.

Il est certain que les ouvriers agricoles sont appelés à jouer un rôle de premier plan à côté des autres travailleurs de la terre, les paysans pauvres, aussi bien pour les luttes révolutionnaires dans les régions rurales que dans le cas d'une guerre de résistance populaire à l'envahisseur étranger.

* Faute de place nous ne pouvons passer dans cette page l'intégralité de ce reportage ; cependant les lecteurs intéressés par cet article pourront se reporter au prochain numéro de «La Faucille» paraissant le 7 avril, où il sera publié intégralement.